
[Il est temps de stopper un projet d'« énergie propre » dévastateur en Equateur : le barrage Hydroélectrique de Santiago](#)

Un projet d'« énergie propre » dévastateur est en cours dans le sud de l'Amazonie équatorienne : le barrage Hydroélectrique de Santiago. Situé dans la province de Morona Santiago, ce barrage pourrait être le plus grand d'Equateur et l'un des dix plus grands d'Amérique latine, avec une puissance de 3 600 MW. Le projet prévoit de submerger 3 000 hectares, de détruire une vaste région riche en biodiversité et de compromettre la vie de plus de 91 000 personnes vivant à proximité du chantier. Bien que le projet n'en soit qu'à ses débuts, le gouvernement s'efforce d'accélérer sa réalisation, notamment en criminalisant toute opposition à des projets comme celui-ci, présentés comme « stratégiques » pour le « développement ».

Pour l'instant, la compagnie d'électricité publique équatorienne (Corporación Eléctrica del Ecuador) est en charge du projet. Le barrage serait construit sur le fleuve Santiago, à environ 2 kilomètres en aval du confluent des rivières Namangoza et Zamora. Sur les 3 000 hectares qui pourraient être submergés, 70 pour cent sont couverts de forêt indigène. La biodiversité de cette zone est extraordinaire : on y recense 532 espèces de plantes, 205 espèces d'animaux terrestres, 193 espèces d'oiseaux et 29 espèces de poissons, dont beaucoup sont menacées. (1)

La capacité de stockage de la zone qui serait submergée est d'environ 1,64 milliard de mètres cubes d'eau. Cela entraînerait la disparition de 45 km du fleuve Namangoza et de 24 km du fleuve Zamora. Ainsi, au moins 45 communautés et 9 paroisses riveraines seraient directement touchées. (2)

Image

Sur la carte, les communautés qui pourraient être directement touchées par la construction de la centrale hydroélectrique de Santiago (Source : ACOTENIC Cía. Ltda.)

Les Shuars, principaux habitants de la région, seraient les plus durement touchés. Deux de leurs communautés, Yuquianza et La Unión, risquent d'être entièrement submergées et leurs populations déplacées. Les autres communautés subiraient les conséquences de l'inondation de leurs terres agricoles, avec des modifications importantes du fleuve dont elles dépendent, du transport fluvial, du débit naturel et de la dynamique même de la pêche, qui serait profondément et irréversiblement impactée. L'extinction des espèces migratrices et la mortalité massive des poissons menaceraient gravement la sécurité alimentaire de ces populations. Plus précisément, les communautés de Mayaik, Paantam, San Luis, San Ramón, Shariam, Yunkumas et Coangos perdraient leur principale voie de communication avec la submersion du fleuve. (3)

Le fleuve Santiago est également la principale voie de transport pour les Shuar en Équateur et pour les nations Wampis et Awajún au Pérou. (4) Pour ces peuples, le fleuve Santiago est connu sous le nom de Kanus. La destruction du cours naturel du fleuve menace d'isoler ces communautés socialement et économiquement, interrompant des voies de navigation millénaires utilisées pour le commerce, la communication familiale et l'échange de nourriture, d'espèces et de connaissances. Actuellement, une partie de cette voie est également utilisée pour le tourisme.

Pour les Shuar, cette région revêt une signification qui dépasse le cadre des études d'impact environnemental techniques. C'est un territoire sacré. Les eaux du fleuve Santiago, ou plutôt du Kanus, sont habitées par Tzunki, un esprit sacré qui maintient le flux de la vie dans ces eaux. (5) La logique de compensation des mégaprojets destructeurs et la vision du capitalisme vert sont incapables de comprendre les conséquences qu'entraînerait l'enfouissement de cascades, de rivières et même de territoires ancestraux comme la Cueva de los Tayos pour le mode de vie Shuar.

De plus, il est essentiel de considérer que la destruction engendrée inévitablement par la construction et l'exploitation d'un tel projet dépasse largement les souffrances des populations directement impactées. Les modifications environnementales, des débits fluviaux et des dynamiques démographiques et économiques qu'un projet de cette ampleur provoque sont déjà connues : croissance démographique incontrôlée, intensification des conflits fonciers et menaces pesant sur les modes de vie traditionnels des populations locales. À cela s'ajoutent l'accélération de la déforestation, la contamination des rivières, un risque accru de contamination lié aux projets miniers menés sur le fleuve Santiago, une érosion importante et une sédimentation accrue, susceptibles de compromettre le fonctionnement même de la centrale hydroélectrique. L'ensemble de ces conséquences affecterait négativement au moins 91 000 personnes, dont certaines vivent sur les territoires entourant ce projet depuis des millénaires.

Malgré tous ces impacts, depuis 2023, le projet dispose déjà d'un permis environnemental ; le gouvernement tente d'avancer rapidement pour que les travaux puissent démarrer en partenariat public-privé. Le gouvernement prévoit que la construction prendra 6 ans et que l'exploitation commerciale de la centrale hydroélectrique commencera d'ici 2032.

Pour les organisations indigènes, paysannes, de défense des droits de l'homme et de la nature qui s'opposent aux mégaprojets miniers ou aux barrages hydroélectriques comme celui de Santiago, la résistance est devenue de plus en plus risquée. Entre janvier 2024 et juin 2026, le gouvernement équatorien a décrété plus de 25 Etats d'exception, adoptant un nouveau cadre réglementaire qui a

servi à affaiblir l'Etat de droit.

Comme c'est souvent le cas dans de nombreux pays d'Amérique latine, la justification officielle de cet état d'exception a été la prétendue lutte contre le crime organisé, mais la réalité est bien différente. Ces mesures ont accru la capacité de l'Etat à surveiller indûment les défenseurs des droits de l'homme et de la nature. L'Etat a intensifié la criminalisation des peuples, des organisations autochtones et des paysans, la répression violente. L'absence de réponses de l'Etat en termes de responsabilisation et de réparation pour les victimes en est éloquente.

Il faut faire attention à ce qui se passe en Equateur : sous le silence forcé imposé par l'Etat, des projets d'extraction et destructeurs avancent, comme la centrale Hydroélectrique de Santiago, tandis que les défenseurs des droits de l'homme et de la nature sont confrontés à de graves menaces.

Secrétariat international du WRM

Référence :

- (1) Presentación: "Hidroelectrica rio Santiago: ¿Destruir la naturaleza para construir vida humana? ¿Hay alternativas?", de Kashyapa A.S Yapa.
- (2) [Proyecto Hidroeléctrico Santiago \(Phs\) Con Una Potencia De 3600 Mw Estudio De Impacto Ambiental Definitivo \(EIAD\), Resumen Ejecutivo](#)
- (3) Idem.
- (4) Mongabay, 2025. [La fuente de la fuerza shuar es amenazada por una hidroeléctrica](#)
- (5) GK, 2022. [La amenaza hidroeléctrica para el río Santiago](#)